

§ 4. L'établissement de la filiation d'un enfant après le jugement ou l'arrêt homologuant ou prononçant l'adoption plénière, ne produit d'autre effet que les prohibitions au mariage prévues aux articles 161 à 164.

§ 5. L'adoption plénière est irrévocable. »

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 27 avril 1987.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Pour le Ministre de la Justice, absent :
Le Ministre de l'Education nationale,
A. DUQUESNE

Vu et scellé du Sceau de l'Etat :
Pour le Ministre de la Justice, absent :
Le Ministre de l'Education nationale,
A. DUQUESNE

F. 87 — 957

20 MAI 1987

Loi relative à l'abandon d'enfants mineurs (1)

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous Santionnons ce qui suit :

Article 1er. Il est inséré dans le livre 1er du Code civil un titre VIIIbis intitulé « De l'abandon d'un enfant mineur » contenant les articles 370bis, 370ter et 370quater.

Article 370bis § 1er. Le tribunal de la jeunesse peut déclarer abandonné l'enfant recueilli par une personne ou par une institution d'hébergement et dont les père et mère se sont manifestement désintéressés pendant l'année qui précède l'introduction de la demande en déclaration d'abandon.

Toutefois, lorsque l'enfant a été recueilli dès sa naissance, par une personne ou par une institution d'hébergement, le délai d'un an est réduit à six mois.

§ 2. Sont considérés comme s'étant manifestement désintéressés de leur enfant les père et mère qui, volontairement, n'ont pas entretenu avec celui-ci les relations affectives nécessaires à son épanouissement et qui ont négligé gravement d'exercer l'autorité parentale.

§ 3. La demande en déclaration d'abandon est portée devant le tribunal de la jeunesse du lieu de la résidence de l'enfant par toute personne justifiant d'un intérêt pour la protection du mineur. Elle est introduite et instruite conformément à l'article 1237bis du Code judiciaire.

Le tribunal qui déclare l'enfant abandonné, désigne par la même décision, et pour la durée qu'il fixe, un tuteur investi de l'autorité parentale. Ce dernier veille, en outre à l'adoption de l'enfant. Le tuteur ainsi désigné dispose du droit de jouissance légale des biens de l'enfant à charge de rendre compte de sa gestion.

(1) Documents du Sénat : 80 (1985-1986) :

N° 1 : Proposition de loi.

N° 2 : Rapport.

N° 3 : Amendements.

222 (1985-1986) :

N° 1 : Proposition de loi.

N° 2 : Rapport.

Annales du Sénat : 24 juillet 1986.

Documents de la Chambre des représentants : 583 (1985-1986) :

N° 1 : Projet transmis par le Sénat.

N° 2 : Rapport.

Annales de la Chambre des représentants : 5 et 7 mai 1987.

§ 4. De vaststelling van de afstamming van een kind na het vonnis of het arrest dat de volle adoptie homologeert of uitspreekt, heeft geen ander gevolg dan de verbodsbepalingen van de artikelen 161 tot 164 inzake huwelijk.

§ 5. Volle adoptie is onherroepelijk. »

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 27 april 1987.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

Voor de Minister van Justitie, afwezig :
De Minister van Onderwijs,
A. DUQUESNE

Gezien en met 's Lands zegel gezegeld :
Voor de Minister van Justitie, afwezig :
De Minister van Onderwijs,
A. DUQUESNE

N. 87 — 957

20 MEI 1987

Wet betreffende de verlaten van minderjarigen (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. In het Eerste boek van het Burgerlijk Wetboek wordt een titel VIIIbis ingevoegd, met als opschrift « Verlaten van een minderjarige » en bevattende de artikelen 370bis, 370ter et 370quater.

Artikel 370bis § 1. De jeugdrechtbank kan verlaten verklaren het kind dat bij een persoon of een opvanginstelling is ondergebracht en naar wie de ouders kennelijk niet hebben omgezien tijdens het jaar dat voorafgaat aan het instellen van de vordering tot verlatenverklaring.

Is het kind echter vanaf zijn geboorte ondergebracht bij een persoon of een opvanginstelling, dan wordt die termijn van één jaar verminderd tot zes maanden.

§ 2. Als ouders die kennelijk niet naar hun kind hebben omgezien worden beschouwd zij die, vrijwillig, hebben nagelaten met dat kind de affectieve relaties te onderhouden die noodzakelijk zijn voor zijn ontplooiing en die op grove wijze zijn te kort geschoten in de uitoefening van het ouderlijk gezag.

§ 3. De vordering tot verlatenverklaring wordt gebracht voor de jeugdrechtbank van de plaats waar het kind verblijft door een ieder die aantoonde de bescherming van de minderjarige te beogen. De vordering wordt ingesteld en behandeld overeenkomstig het bepaalde in artikel 1237bis van het Gerechtelijk Wetboek.

De rechtbank die het kind verlaten verklaart, wijst bij dezelfde beslissing en voor de duur die zij bepaalt, een voogd aan die met de uitoefening van het ouderlijk gezag wordt belast. Deze moet bovendien toezien op de adoptie van het kind. De aldus aangewezen voogd heeft het recht van wettelijk genot op de goederen van het kind, onder verplichting om rekening en verantwoording te doen.

(1) Gedrukte stukken van de Senaat : 80 (1985-1986) :

Nr. 1 : Wetsvoorstel.

Nr. 2 : Verslag.

Nr. 3 : Amendementen.

222 (1985-1986) :

Nr. 1 : Wetsvoorstel.

Nr. 2 : Verslag.

Handelingen van de Senaat : 24 juli 1986.

Gedrukte stukken van de Kamer van volksvertegenwoordigers : 583 (1985-1986) :

Nr. 1 : Ontwerp overgezonden door de Senaat.

Nr. 2 : Verslag.

Handelingen van de Kamer van volksvertegenwoordigers : 5 en 7 mei 1987.

Article 370ter. Lorsque les père et mère d'un enfant s'en sont manifestement désintéressés au sens de l'article 370bis, mais qu'un membre de la famille en assure personnellement l'entretien et l'éducation, s'offre à le faire, ou déclare vouloir l'adopter, le tribunal de la jeunesse peut, s'il l'estime conforme à l'intérêt de l'enfant et pour la durée qu'il fixe, le confier à ce parent. En ce cas, le tribunal n'est pas tenu de déclarer préalablement l'enfant abandonné.

Pour l'application du présent article, il faut entendre par membre de la famille, tout parent jusqu'au quatrième degré et son conjoint.

La demande tendant au transfert de l'autorité parentale après constatation du désintéressement des père et mère, peut être formulée par le parent intéressé soit par voie de requête introductive, soit par voie incidente au cours d'une procédure en déclaration d'abandon.

Le parent à qui l'enfant est ainsi confié est investi de l'autorité parentale, y compris le droit de jouissance légale des biens de l'enfant à charge de rendre compte de sa gestion.

Article 370quater. Les enfants déclarés abandonnés et ceux confiés à un parent conformément à l'article 370ter, peuvent être adoptés sans que les père et mère doivent consentir à l'adoption et sans que le procureur du Roi soit tenu de recueillir leur avis lors de l'enquête prévue à l'article 353, § 3, du présent Code.

La personne investie de l'autorité parentale a qualité pour consentir à l'adoption, même si elle est l'adoptant.

Art. 2. Il est inséré dans la quatrième partie du Code judiciaire au livre IV un chapitre IXbis intitulé :

« Procédure en déclaration d'abandon d'un enfant mineur ou en constatation du désintéressement de ses père et mère » contenant l'article 1237bis.

Article 1237bis. § 1er. Les demandes formulées en application des articles 370bis et 370ter du Code civil sont introduites par voie de requête écrite, déposée au greffe du tribunal de la jeunesse.

§ 2. A peine de nullité, la requête contient :

1. l'indication des jour, mois et an;
2. les nom, prénom, profession et domicile du requérant;
3. les nom, prénom, domicile et résidence de l'enfant;
4. les nom, prénom, domicile ou à défaut de domicile la résidence, de ses père et mère et, s'il y a lieu, du représentant légal de l'enfant;
5. l'objet et l'indication des motifs de la demande;
6. la signature du requérant ou de son avocat.

§ 3. Le greffier communique la requête au procureur du Roi. Celui-ci, après avoir recueilli tous renseignements utiles, transmet au tribunal, au plus tard dans les trois mois, la requête accompagnée des renseignements recueillis et de son avis.

§ 4. Le tribunal ordonne la comparution personnelle des père et mère, de l'enfant s'il est âgé de plus de quinze ans et n'est pas interdit, du requérant, de ceux qui ont recueilli l'enfant et de toute personne dont il estime la comparution utile.

Les convocations sont adressées aux intéressés par le greffier sous pli judiciaire auquel une copie de la requête est annexée.

Les comparants, éventuellement assistés de leur avocat, sont entendus en chambre du conseil.

Si le tribunal le juge convenable, l'enfant peut être entendu en dehors de la présence des parties.

Il est dressé procès-verbal de l'audition de chaque comparant.

La cause est instruite en chambre du conseil, dans la forme ordinaire. Le ministère public est entendu.

Toute personne justifiant d'un intérêt pour la protection du mineur, peut volontairement intervenir à la cause.

§ 5. Tout jugement rendu en exécution des articles 370bis et 370ter du Code civil est motivé et prononcé en audience publique dans les trois mois suivant la réception de l'avis du procureur du Roi visé au § 3 du présent article. L'identité de l'enfant ne doit être mentionnée dans le dispositif du jugement que si ce dernier, soit transfère l'autorité parentale à un membre de la famille conformément à l'article 370ter du Code civil, soit déclare l'enfant abandonné.

Artikel 370ter. Wanneer de ouders kennelijk niet naar hun kind hebben omgezien in de zin van artikel 370bis, maar een familielid het onderhoud en de opvoeding van het kind op zich neemt, zich bereid verklaart dat te doen of verklaart het kind te willen adopteren, kan de jeugdrechtbank, indien zij dat in het belang van het kind acht, het kind aan die verwant toevertrouwen voor de duur die zij bepaalt. In dat geval moet de rechtbank niet vooraf het kind verlaten verklaren.

Voor de toepassing van dit artikel wordt onder familielid verstaan iedere verwant tot in de vierde graad evenals diens echtgenoot.

Na de vaststelling dat de ouders kennelijk niet naar hun kind hebben omgezien, kan de vordering tot overdracht van het ouderlijk gezag door de belanghebbende verwant worden ingesteld, hetzij bij inleidend verzoekschrift, hetzij bij tussenvordering tijdens een procedure tot verlatenverklaring.

De verwant aan wie het kind aldus is toevertrouwd, wordt belast met de uitoefening van het ouderlijk gezag, met inbegrip van het recht van wettelijk genot op de goederen van het kind, onder verplichting om rekening en verantwoording te doen.

Artikel 370quater. De kinderen die verlaten verklaard zijn en de kinderen die aan een verwant zijn toevertrouwd overeenkomstig artikel 370ter, kunnen geadopteerd worden zonder dat de ouders in de adoptie behoeven toe te stemmen en zonder dat de procureur des Konings hun advies behoeft in te winnen tijdens het onderzoek opgelegd door artikel 353, § 3, van dit Wetboek.

De persoon belast met de uitoefening van het ouderlijk gezag is bevoegd toe te stemmen in de adoptie, ook al is die persoon de adoptant.

Art. 2. In het vierde deel, boek IV, van het Gerechtelijk Wetboek, wordt een hoofdstuk IXbis ingevoegd, met als opschrift :

« Procedure tot verlatenverklaring van een minderjarige of tot vaststelling dat de ouders kennelijk niet naar hun kind hebben omgezien » en bevattende artikel 1237bis.

Artikel 1237bis. § 1. De vorderingen op grond van de artikelen 370bis en 370ter van het Burgerlijk Wetboek worden ingesteld bij schriftelijk verzoek neergelegd op de griffie van de jeugdrechtbank.

§ 2. Op straffe van nietigheid vermeldt het verzoekschrift :

1. de dag, de maand en het jaar;
2. de naam, de voornaam, het beroep en de woonplaats van de verzoeker;
3. de naam, de voornaam, de woonplaats en de verblijfplaats van het kind;
4. de naam, de voornaam, de woonplaats of, bij gebreke daarvan, de verblijfplaats van zijn ouders en, in voorkomend geval, van de wettelijke vertegenwoordiger van het kind;
5. het onderwerp en de gronden van de vordering;
6. de handtekening van de verzoeker of zijn advocaat.

§ 3. De griffier deelt het verzoekschrift mee aan de procureur des Konings. Nadat deze alle nuttige inlichtingen heeft ingewonnen, zendt hij, uiterlijk binnen drie maanden, het verzoekschrift aan de rechtbank, samen met de ingewonnen inlichtingen en zijn advies.

§ 4. De rechtbank beveelt de verschijning in persoon van de ouders, van het kind indien het meer dan vijftien jaar oud en niet onbekwaamverklaard is, van de verzoeker, van degenen bij wie het kind is ondergebracht en van een ieder wiens verschijning zij nuttig acht.

De griffier roept de betrokkenen op bij gerechtsbrief, waarbij een afschrift van het verzoekschrift is gevoegd.

De comparanten, eventueel bijgestaan door hun advocaat, worden in raadkamer gehoord.

Indien de rechtbank het passend acht, kan het kind worden gehoord buiten de tegenwoordigheid van de partijen.

Van het verhoor van elke comparant wordt proces-verbaal opgemaakt.

De zaak wordt in raadkamer behandeld, in de gebruikelijke vorm. Het openbaar ministerie wordt gehoord.

Een ieder die aantoonde de bescherming van de minderjarige te beogen, kan uit eigen beweging in het geding tussenkomen.

§ 5. Jeder vonnis gewezen met toepassing van de artikelen 370bis en 370ter van het Burgerlijk Wetboek wordt met redenen omkleed en in openbare terechtzitting uitgesproken binnen drie maanden na ontvangst van het advies van de procureur des Konings, bedoeld in § 3 van dit artikel. De identiteit van het kind moet alleen dan worden vermeld in het beschikkende gedeelte van het vonnis, wanneer dat vonnis, hetzij het ouderlijk gezag overdraagt aan een familielid overeenkomstig artikel 370ter van het Burgerlijk Wetboek, hetzij het kind verlaten verklaart.

Ce même jugement précise l'identité de la personne qu'il investit de l'autorité parentale.

Le greffier notifie le jugement par pli judiciaire au requérant, aux parties intervenantes, aux comparants et, en tout état de cause, aux père et mère.

§ 6. Le droit d'interjeter appel est ouvert au procureur du Roi et à toutes les personnes à qui le jugement doit être notifié en exécution du § 5 du présent article. L'appel est formé par requête déposée au greffe de la cour d'appel dans le mois de la notification du jugement ou dans le mois de son prononcé si l'appel est interjeté par le procureur du Roi.

La cause est instruite en chambre du conseil. L'arrêt est motivé et prononcé en audience publique dans les trois mois du dépôt de la requête. S'il transfère l'autorité parentale à un membre de la famille ou s'il déclare l'enfant abandonné, son dispositif contient les mentions prévues au paragraphe précédent.

Le greffier notifie l'arrêt par pli judiciaire aux personnes mentionnées au § 5.

§ 7. Sauf si le tribunal ou la cour en décide autrement, le jugement ou l'arrêt est exécutoire en ce qui concerne le transfert de l'autorité parentale, y compris le droit de jouissance légale des biens de l'enfant, mais à l'exception de celui de consentir à l'adoption.

§ 8. Lorsqu'en cours d'instance les père et mère déclarent consentir à une adoption, le juge peut décider que les actions fondées sur les articles 370 bis et 370 ter du Code civil seront suspendues jusqu'à homologation de l'adoption.

En tout état de cause, l'homologation de l'adoption met fin à la procédure.

§ 9. La tierce opposition n'est recevable que si elle est formée dans un délai d'un an à compter du prononcé du jugement ou de l'arrêt.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 20 mai 1987.

BAUDOUIN

Par le Roi :
Le Ministre de la Justice,
J. GOL

Scellé du sceau de l'Etat :
Le Ministre de la Justice,
J. GOL

MINISTÈRE DES FINANCES

F. 87 — 958

19 MAI 1987. — Arrêté royal modifiant, en ce qui concerne le coefficient de revalorisation pour les revenus cadastraux, l'arrêté royal du 4 mars 1965 d'exécution du Code des impôts sur les revenus (1)

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu le Code des impôts sur les revenus, notamment l'article 7, § 2, remplacé par la loi du 19 juillet 1979 et modifié par la loi du 31 juillet 1984;

Vu l'arrêté royal du 4 mars 1965 d'exécution du Code des impôts sur les revenus, notamment l'article 1er, remplacé par l'arrêté royal du 15 avril 1985 et modifié par les arrêtés royaux des 29 août 1985 et 25 juin 1986;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

(1) Voir note à la page suivante.

Datzelfde vonnis vermeldt de identiteit van de persoon die wordt belast met de uitoefening van het ouderlijk gezag.

De griffier geeft bij gerechtsbrief kennis van het vonnis aan de verzoeker, de tussenkomende partijen, de comparanten en, in elk geval, aan de ouders.

§ 6. Hoger beroep staat open voor de procureur des Konings en voor alle personen aan wie kennis gegeven moet worden van het vonnis overeenkomstig § 5 van dit artikel. Het hoger beroep wordt ingesteld bij verzoekschrift neergelegd op de griffie van het hof van beroep binnen een maand na de kennisgeving van het vonnis of binnen een maand na de uitspraak ervan indien het hoger beroep is ingesteld door de procureur des Konings.

De zaak wordt in raadkamer behandeld. Het arrest wordt met redenen omkleed en in openbare terechtzitting uitgesproken binnen drie maanden na de neerlegging van het verzoekschrift. Indien het arrest het ouderlijk gezag overdraagt aan een familielid of het kind verlaten verklaart, vermeldt het beschikkende gedeelte de gegevens bepaald in de voorgaande paragraaf.

De griffier geeft bij gerechtsbrief kennis van het arrest aan de personen genoemd in § 5.

§ 7. Tenzij de rechtbank of het hof anders beslist, is het vonnis of het arrest uitvoerbaar wat betreft de overdracht van het ouderlijk gezag, met inbegrip van het recht van wettelijk genot op de goederen van het kind, maar met uitzondering van het recht om in de adoptie toe te stemmen.

§ 8. Wanneer de ouders in de loop van het geding verklaren toe te stemmen in een adoptie, kan de rechter beslissen dat de verordeningen gegrond op de artikelen 370 bis en 370 ter van het Burgerlijk Wetboek worden geschorst totdat de adoptie is gehomologeerd.

De homologatie van de adoptie maakt in elk geval een einde aan de procedure.

§ 9. Derdenverzet is alleen dan ontvankelijk wanneer het ingesteld wordt binnen één jaar te rekenen van de uitspraak van het vonnis of het arrest.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 20 mei 1987.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Minister van Justitie,
J. GOL

Met 's Lands zegel gezegeld :
De Minister van Justitie,
J. GOL

MINISTERIE VAN FINANCIËN

N. 87 — 958

19 MEI 1987. — Koninklijk besluit tot wijziging, op het stuk van de revalorisatiecoëfficiënt voor kadastrale inkomens, van het koninklijk besluit van 4 maart 1965 tot uitvoering van het Wetboek van de inkomstenbelastingen (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op het Wetboek van de inkomstenbelastingen, inzonderheid op artikel 7, § 2, vervangen door de wet van 19 juli 1979 en gewijzigd bij de wet van 31 juli 1984;

Gelet op het koninklijk besluit van 4 maart 1965 tot uitvoering van het Wetboek van de inkomstenbelastingen, inzonderheid op artikel 1, vervangen door het koninklijk besluit van 15 april 1985 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 29 augustus 1985 en 25 juni 1986;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

(1) Zie noot volgende bladzijde.